

Délibération n° 2017-02-23/28

Objet : Symbo – Autorisation de pose de repères de crues

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre – J. Taverne
M. Pellet - J.M Malek - P. Nivresse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal – F. Boyer - J.M
Leiendeckers – B. Deltour – R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A.
Jamet – S. Waselynck - I. Gianiel

Absents représentés : G. Rguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M
Malek - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

Absent : B. Lledo

Monsieur le Maire rapporte :

Le bassin versant de l'étang de l'Or, et particulièrement ses territoires urbains sont exposés à un risque d'inondation important causé par le débordement des divers cours d'eau de l'étang, le débordement de l'étang lui-même, les phénomènes de submersion marine sur la partie littorale, et les phénomènes de ruissellement.

La commune de Pérols est tout particulièrement concernée puisqu'elle est soumise à la fois aux crues du Nègue-Cats, au ruissellement pluvial et au débordement des étangs. Les inondations de ces dernières années ont d'ailleurs rappelé l'importance d'entretenir la mémoire de ce risque.

Dans ce contexte, la loi du 30 juillet 2003 impose aux Maires de poser des repères de crues correspondant aux inondations historiques. Ces repères sont des marques qui indiquent le niveau atteint par les eaux lors d'une crue ou d'un événement météorologique important.

Ils permettent de développer et d'entretenir la culture du risque auprès de la population. Dans le cadre de sa mission d'animation du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de l'Or, le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (Symbo) a souhaité accompagner les communes de son

territoire dans cette démarche en réalisant une étude préalable à la pose des repères de crues. Un recensement des données d'inondations historiques a ainsi été mené par le Symbo sur le territoire communal en étroite collaboration avec les services de la commune.

À l'issue de cette phase, des emplacements ont été retenus pour la pose de repères de crues en privilégiant les terrains et bâtiments publics.

Considérant :

- la loi Risques du 30 juillet 2003 qui rend obligatoire la pose de repères de crues,
- le décret n°2005-233 du 14 mars 2005 relatif à l'établissement des repères de crues (conditions d'installation),
- l'arrêté du 14 mars 2005 relatif à l'information des propriétaires ou gestionnaires concernés par l'établissement des repères de crues,
- l'arrêté du 16 mars 2006 relatif au modèle des repères de crues,

Le SYMBO, dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations, prend en charge l'étude préalable à la pose des repères de crues. A la suite de cette étude, il est proposé la pose de repères de crues sur les sites suivants afin de matérialiser les événements correspondants et répondre aux obligations d'information préventives de Monsieur le Maire :

N° DU REPERE	Nom du Site	Date de l'évènement
PERO_01_01	Services Techniques (angle Rue de la Camargue et Frédéric Mistral)	29.09.2014
PERO_02_01	Rue Henri Cochet Mare aux grenouilles	29.09.2014
PERO_03_01	Collège Frédéric Mistral	29.09.2014
PERO_04_01	ZAC FENOUILLET Avenue du Languedoc	29.09.2014

L'exposé de Monsieur le Maire entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 27 voix (1 abstention : P. Nivesse) :

- Approuve et valide les sites retenus ci-dessus pour la pose de repères de crues sur la Commune ;
- Autorise la pose des repères de crues sur le domaine public selon la liste ci-dessus ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents et conventions (domaines public et/ou privé) relatifs à la pose, la surveillance et l'entretien, et la protection des repères de crues.
- Dit que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 23 février 2017

Le Maire

Jean-Pierre RICO

